

Sommet européen: «Ne parlons surtout pas de social»

Les 25 et 26 mars, un sommet européen des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne s'est réuni à Bruxelles, avec au menu la politique de soutien et de solidarité envers la Grèce et la proposition d'adopter les nouveaux principes de politique économique européenne d'ici à 2020.

L'accord dit de solidarité à l'égard de la Grèce, obtenu à l'arraché, mixant aide européenne et internationale, reste imprécis dans ses modalités et surtout est entaché par l'incapacité à éviter le recours possible au Fonds monétaire international (FMI). Le dispositif de prêt est en outre soumis à la capacité de l'État grec à emprunter à des taux raisonnables sur les marchés pour financer ses déficits. Au final, il crée surtout les conditions d'un renforcement du plan d'austérité, axé sur une réduction radicale des salaires et des pensions de retraite, d'importantes augmentations fiscales, des suppressions d'emplois, des privatisations d'entre-

prises publiques et la compression de dépenses essentiellement liées à la protection sociale. C'est une spirale dangereuse, aboutissant au risque d'un étouffement pur et simple de la demande intérieure et donc de l'activité économique productive et, au final, à l'aggravation du chômage. Cet accord révèle en outre que la spéculation sur les marchés financiers à l'encontre des pays et des systèmes de protection sociale et de services publics détermine les politiques économiques et sociales dans les différents pays d'Europe.

La majorité des gouvernements des pays en Europe ont à nouveau manqué ce rendez-vous, un de plus. La stratégie européenne présentée par la Commission est maintenue, avec la prédominance de l'économique sur le social et les enjeux environnementaux. La primauté demeure celle de la concurrence et de l'ouverture des marchés. L'Union européenne apparaît aveugle et incapable de tenir compte des causes et des conséquen-

ces de la crise et de l'échec de la stratégie de Lisbonne. L'emploi est relégué au second plan, abordé uniquement sous l'angle des capacités d'adaptation, de la mobilité de la main-d'œuvre. Le social est réduit à la portion congrue, même du point de vue de la lutte contre la pauvreté et l'échec scolaire. Les seuls objectifs chiffrés présentés dans le projet, réduire de 25% le nombre de personnes présentant un risque de pauvreté et limiter à 10% le nombre de jeunes quittant l'école prématurément, certainement jugés trop ambitieux, ont disparu.

Alors que le chômage en Europe va encore s'aggraver, alors que 4 millions d'emplois ont été détruits en 2009 en Europe, la responsabilité de ces chefs d'État aurait dû porter, en tout premier lieu, sur les instruments nécessaires aujourd'hui pour maintenir les plans de relance, le soutien à l'emploi et la régulation des fonds spéculatifs.